

Adoption : du rêve à la réalité

●●● **Isabelle Lammerant**, Genève

Coordinatrice du Centre international de référence pour les droits de l'enfant privé de famille, Service social international¹

Nombreux sont les petits qui ont besoin d'une famille, mais qui ne correspondent pas aux enfants rêvés par les candidats adoptants ; de plus en plus de ménages se proposent d'accueillir un enfant, mais dans un contexte de risque accru de trafic d'enfants : seules une éthique et une professionnalisation de l'adoption peuvent permettre à ces deux groupes de personnes vulnérables de se rencontrer dans le respect de leurs origines et de développer une vie familiale épanouissante.

L'adoption internationale est réputée longue et difficile alors que de nombreux enfants de par le monde attendraient vainement des parents : quelles sont les réalités cachées derrière cette impression générale ?

Dans les pays industrialisés, le nombre de nouveau-nés en besoin d'adoption - lesquels sont exceptionnellement orphelins et plutôt issus de familles en difficultés - est devenu très bas. Plusieurs causes expliquent cette évolution : la généralisation de la contraception, voire de l'avortement ; la levée de la stigmatisation sociale des mères célibataires ; le soutien prodigué aux parents en difficulté. Les couples qui désirent adopter doivent donc se tourner vers d'autres pays que le leur, c'est-à-dire vers l'adoption internationale.

Dans certains pays en transition ou en développement, les mêmes causes tendent progressivement à créer les mêmes effets : le nombre de nouveau-nés en besoin d'adoption diminue. En outre, conformément aux conventions internationales relatives aux droits des enfants,² ceux-ci ont le droit d'être prioritairement adoptés dans leur propre pays, dans le respect de leur culture, leur langue et leur religion. Dans certains de ces pays, des adoptants nationaux doivent déjà attendre plusieurs années pour se voir confier un bébé (Inde), voire se tourner eux-mêmes vers l'adoption internationale (Bulgarie, Slovaquie).

Par contre, dans tous les pays, de nombreux enfants plus âgés et des jeunes enfants passent leur vie en institution, sans relations familiales. Les raisons de ce phénomène sont multiples : absence d'élaboration, par les professionnels responsables, d'un projet de vie permanent et familial pour chaque enfant placé (les enfants « oubliés ») ; pour certains enfants, incapacité de s'intégrer dans une famille suite aux traumatismes de leur passé ; mais aussi absence de familles de substitution acceptant de les accueillir.

Certes, le nombre de personnes souhaitant adopter s'accroît à travers le monde, en raison notamment de l'importance du désir d'enfant et de l'augmentation de la stérilité. Cependant l'objet de leur désir - à

- 1 • SSI/CIR : www.iss-ssi.org/index.html ; SSI-Suisse : www.ssiss.ch (co-édite une brochure intitulée *L'adoption d'enfants de cultures étrangères : des réponses aux questions que se posent les futurs parents adoptifs*). Voir encore **Fondation Terre des Hommes**, tdh.ch/cms/Adoption.508.0.html?&L=2 et sa brochure *L'adoption dans tous ses états : enjeux et pratiques*, les autorités suisses : www.adoption.admin.ch, belges francophones : www.cfwb.be/aide-jeunesse/html/pro/platpro.htm, et françaises : www.diplomatie.fr/MAI/index.html.
- 2 • Essentiellement la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant de 1989 et la Convention de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale de 1993.

savoir majoritairement un très jeune enfant, sans problème de santé sérieux et dont, le cas échéant, le type ethnique se rapproche le plus possible du leur - correspond de moins en moins aux caractéristiques des enfants adoptables.

Besoins spéciaux

Ceux-ci sont en effet de plus en plus souvent des enfants dits « à besoins spéciaux » : enfants plus âgés, y compris d'âge scolaire ; enfants malades, handicapés ; frères et sœurs que l'on ne peut séparer ; enfants marqués par les placements, voire les mauvais traitements ; dans certains pays, enfants ethniquement typés...

Il arrive pourtant que des parents adoptent ces enfants et que ces adoptions débouchent sur une vie familiale épanouie si des services professionnels sont offerts aux enfants et aux parents pour la préparation, la rencontre et le suivi. Les études scientifiques démontrent les progrès réalisés par les enfants après leur entrée dans la famille adoptive ; même si des difficultés scolaires, affectives ou comportementales peuvent surgir, les enfants adoptés présentent une bien meilleure

adaptation que ceux qui sont restés en institution. Mais ces parents adoptifs sont appelés, plus tôt et peut-être plus que les autres parents, à faire preuve de souplesse et d'ouverture et à accepter des compromis avec leurs rêves, pour accueillir et éduquer ces enfants tels qu'ils sont.

La majorité des candidats adoptants actuels, en raison de la nature de leur désir d'enfant ou parce qu'ils ne sont pas suffisamment informés et accompagnés, n'envisagent cependant pas d'adopter des enfants à besoins spéciaux.

Il résulte de ces tendances contraires un déséquilibre croissant entre les besoins des enfants adoptables et les demandes des parents adoptifs potentiels. En France, par exemple, au moins « 35 % des familles agréées (pour l'adoption) chaque année ne se verront pas confier d'enfant ».³ Selon l'UNICEF, à l'échelle mondiale, « les demandes d'adoption semblent excéder le nombre d'enfants adoptables en ce qui concerne les jeunes enfants en bonne santé, bien qu'il soit nettement impossible à ce stade d'en estimer la proportion. L'inverse semble toutefois avéré dans le cas des enfants considérés comme difficiles à placer, pour lesquels il y a un manque sérieux de parents adoptifs potentiels ».⁴

Face à cette situation, de plus en plus de pays d'origine⁵ insistent pour recevoir des candidatures de parents étrangers pour l'adoption d'enfants à besoins spéciaux (Lettonie, Lituanie, Pérou) et soulignent l'impasse à laquelle mène l'afflux de demandes d'adoptions de jeunes enfants en relative bonne santé (Colombie, Vietnam, Ukraine).

Certains de ces pays ont déjà annoncé que, dans le cadre de l'adoption internationale, ils donnent priorité aux adoptants acceptant d'accueillir un enfant « à besoin spécial » (Chine), que la majorité de leurs enfants en besoin d'adoption internationale sont des enfants « à besoins spéciaux » (Brésil, Philippines, Bulgarie,

3 • **M.-Chr. Le Boursicotot**, *L'accompagnement de l'adoption*, Rapport sur l'adoption internationale, remis le 4 septembre 2002 à Chr. Jacob, Ministre délégué à la famille, p. 3.

4 • **N. Cantwell**, « Adoption internationale - Commentaire du nombre d'enfants adoptables et du nombre de personnes qui cherchent à adopter au niveau international », *Protection internationale de l'enfant. La lettre des juges*, Conférence de La Haye de droit international privé, T. V, 2003, pp. 69-73.

5 • Les pays d'origine sont les pays, souvent en développement ou en transition, d'où viennent les enfants adoptés internationalement. Les pays d'accueil sont les pays, souvent industrialisés, où vivent les adoptants et vers où les enfants sont déplacés en raison de leur adoption.

Moldavie, Roumanie, Ukraine), voire qu'ils suspendent l'enregistrement des demandes d'adoption internationale, sauf pour les enfants à besoins spéciaux (Thaïlande, en tout cas en 2003 et 2004).

L'image - répandue dans le public des pays industrialisés - d'un « Tiers-monde, vaste réservoir de bébés adoptables » ne correspond donc pas à la réalité. Par contre, de nombreux enfants à besoins spéciaux adoptables grandissent sans famille.

Trafic d'enfants

Faire face à cette réalité suppose toujours plus, au sein des autorités et des organismes d'adoption des pays d'origine et d'accueil, le développement de services professionnels pluridisciplinaires (assistants sociaux, psychologues, médecins, juristes) chargés d'informer, de préparer et d'accompagner enfants et parents adoptifs. Ceux-ci seront inéluctablement conduits à s'interroger sur l'ou-

verture et les limites de leur désir d'enfant, afin de vérifier s'ils peuvent accueillir l'un des enfants réels qui attendent une famille.⁶

A défaut, les candidats adoptants risquent - souvent à leur insu - d'alimenter la pression sur les pays d'origine en vue d'obtenir des jeunes enfants en relative bonne santé, laquelle contribue au trafic d'enfants... Certes, la Communauté internationale multiplie les efforts, notamment par le développement de conventions internationales prévoyant des procédures précises et contrôlées, en vue de la promotion de « bonnes pratiques » ainsi que d'une véritable éthique de l'adoption internationale respectueuse des enfants, des parents d'origine et des candidats adoptants.

Ces efforts ne sont cependant pas suffisants actuellement pour empêcher, dans certains pays, des violations graves des droits des enfants et des familles, causées notamment par un jeu encore trop peu régulé de ce qui s'apparente à l'« offre » et à la « demande » d'enfants ; un « marché » impliquant des sommes d'argent disproportionnées et parfois l'intervention de trafiquants d'êtres humains.

C'est ce que constate, parmi de nombreux autres, le rapporteur spécial des Nations Unies sur la vente d'enfants, dans un rapport remis le 6 janvier 2003 à la Commission des droits de l'homme. Il fait notamment état de « la prévalence alarmante... de pratiques illégales ou coercitives en matière d'adoption, qui se ramènent à des ventes d'enfants ». « Dans de nombreux cas, on ne cherche plus tant à offrir un foyer à un enfant qui en est dépourvu qu'à offrir un enfant à des parents qui en sont privés. Du coup

Enfant sourde,
Birmanie



6 • Voir aussi www.iss-ssi.org/Resource_Centre/Tronc_DL/documents/Edito.67.fra.pdf.

s'est développée une véritable industrie... notamment le recours à des manœuvres frauduleuses ou à la contrainte pour persuader les mères célibataires de donner leurs enfants à l'adoption. »⁷

Appel au professionnalisme

Les parents adoptifs risquent d'être entraînés malgré eux dans des mécanismes dont les enjeux dépassent largement la réalisation de leur légitime désir d'enfant. Particulièrement s'ils décident de mener leur projet de façon autonome, c'est-à-dire sans l'accompagnement d'un organisme d'adoption agréé. Ce type d'adoption, *l'adoption indépendante*, est encore légalement autorisé dans certains pays d'accueil comme la France et la Suisse, alors qu'il est interdit (Québec) ou fortement restreint (Belgique) dans d'autres. Or l'adoption indépendante présente en moyenne plus de risques et offre moins d'accompagnement professionnel que l'adoption par l'intermédiaire d'un organisme agréé d'adoption.

En effet, reconnus et contrôlés par les Etats et agissant en coopération avec les autorités, les organismes d'adoption⁸ sans but lucratif, dont le professionnalisme doit certes être sans cesse développé, offrent une information, une pré-

paration et un suivi pluridisciplinaires aux enfants et aux parents. Ils coopèrent de plus, dans les pays d'origine, avec des partenaires (institutions pour enfants, organismes de protection de l'enfance) identifiés, sélectionnés et suivis de façon permanente.⁹

Ces caractéristiques (accompagnement professionnel des enfants et des parents, sélection et contrôle du partenaire dans le pays d'origine), si elles allongent parfois la procédure,¹⁰ constituent des garanties de professionnalisme et d'éthique qui serviront de socle à la future vie adoptive. Les adoptants doivent dans tous les cas s'assurer de l'existence minimale de ces caractéristiques, qui ont beaucoup plus de chances d'être réunies s'ils passent par un organisme agréé.

L'essentiel ne sera-t-il pas, pour les parents adoptifs, de pouvoir regarder leur enfant dans les yeux lorsqu'il leur demandera d'où il vient et pourquoi il a été adopté ? Et d'avoir la certitude que tous les moyens humains disponibles ont été mis en œuvre pour permettre le déroulement le plus harmonieux possible de cette aventure que restera toujours l'adoption internationale ?

I. L.

7 • E/CN.4/2003/79, n° 110-111. Ajoutons les enlèvements d'enfants, les faux documents ne permettant plus d'établir l'origine des enfants ni leur adoptabilité.

8 • Pour la liste de ces organismes dans chaque pays d'accueil, voir les sites des autorités (cf. note 1).

9 • Voir www.iss-ssi.org/Edito.70.fra.pdf et www.iss-ssi.org/Resource_Centre/Tronc_DI/documents/Edito.71.fra.pdf.

10 • Mais le recours à certains réseaux parallèles, outre qu'il est parfois illégal, peut aussi être très coûteux en temps et en argent.